

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 31 DEC. 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELECTRICITE DE FRANCE

Zone industrielle de Lannuzel
29460 Dirinon

Références : ENV-D-25-610
Code AIOT : 0005500721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 22/12/2025 dans l'établissement ELECTRICITE DE FRANCE implanté ZI LANNUZEL 29460 DIRINON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTRICITE DE FRANCE
- ZI LANNUZEL 29460 DIRINON
- Code AIOT : 0005500721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF-CETAC exploite deux turbines à combustion (TAC n° 1 et 2) d'une puissance thermique unitaire de 255 MW (puissance électrique de 85 MW). Ces équipements sont mis à contribution sur demande de l'exploitant du réseau de transport d'électricité (RTE) pour sécuriser ce réseau en cas de besoin. Les TAC sont alimentées par du fioul domestique stocké dans un réservoir de 12 000 m³ environ.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	SGS - Remplacement des émulseurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Adéquation moyens humains, Formation	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, articles 43-2-3 et 43-2-5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
4	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22/12/2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative au contrôle des dispositions réglementaires en matière de remplacement des émulseurs anti-incendie contenant des PFAS. L'inspection s'est également intéressée à la nature des travaux envisagés pour assurer ce remplacement et aux mesures compensatoires définies par l'exploitant pour pallier à l'indisponibilité partielle de sa défense contre l'incendie.

Concernant le respect des échéances portées par les règlements européens POP et REACH,

l'inspection note que l'exploitant est en situation d'écart depuis le 03/12/2025 mais que celui-ci a planifié les travaux permettant d'assurer le remplacement de son émulseur entre le 19/01/2026 et 03/02/2026.

Concernant la nature des travaux envisagés, l'exploitant devra apporter des éléments de justification concernant le dimensionnement des injecteurs venturi et les dispositions organisationnelles et techniques visant à maintenir une température du local abritant la cuve d'émulseur adaptée au regard de la sensibilité au froid du nouveau produit.

Par ailleurs, l'inspection a identifié des non-conformités majeures concernant les débits délivrés par l'installation de défense contre l'incendie et les moyens humains concourant à sa mise en œuvre. Enfin, les mesures compensatoires définies par l'exploitant pour pallier l'indisponibilité partielle de son installation de défense contre l'incendie sont insuffisantes et nécessitent d'être renforcées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Interdite depuis 2010. La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en-deçà de 10 mg/kg. A partir du 03/12/2025, cette valeur limite sera abaissée à : Annexe I du règlement 2019/1021 (POP) : « 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. »
Constats : Le site EDF de Dirinon abrite une réserve d'émulseur PETROFILM 3B de 6 m ³ . Celui-ci a fait l'objet d'une analyse selon la méthode TOP Assay en août 2024. Le rapport associé à cette analyse référencé 10389-PFAS et présenté à l'inspection met en évidence une concentration en PFOS inférieure à 20 µg/kg (avant TOP Assay) et inférieure à 20 µg/kg (après TOP Assay - composés apparentés), qui sont donc inférieures aux seuils retenus par le règlement européen.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants : b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28/08/2026.
Constats : Le site EDF de Dirinon abrite une réserve d'émulseur PETROFILM 3B de 6 m ³ . Celui-ci a fait l'objet d'une analyse selon la méthode TOP Assay en août 2024. Le rapport associé à cette analyse référencé 10389-PFAS et présenté à l'inspection met en évidence une concentration en PFHxS inférieure à 20 µg/kg (avant TOP Assay) et inférieure à 20 µg/kg (après TOP Assay - composés apparentés), qui sont donc inférieures aux seuils retenus par le règlement européen.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement]. 4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des

concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 03/12/2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;

b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;

c) à partir du 01/01/2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ;

d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Le site EDF de Dirinon abrite une réserve d'émulseur PETROFILM 3B de 6 m³. Celui-ci a fait l'objet d'une analyse selon la méthode TOP Assay en août 2024. Le rapport associé à cette analyse référencé 10389-PFAS et présenté à l'inspection met en évidence une concentration en PFOA de 30 µg/kg (avant TOP Assay) et de 27 000 µg/kg (après TOP Assay - composés apparentés). Cette dernière valeur est supérieure au seuil retenu par le règlement européen. L'utilisation de cet émulseur est par conséquent interdit depuis le 03/12/2025 conformément au règlement européen. L'exploitant, au jour de l'inspection, est donc en irrégularité vis-à-vis de la prescription contrôlée. Toutefois, l'inspection a identifié que le remplacement de celui-ci par un émulseur conforme à la réglementation est prévu à court terme, dans le cadre de travaux planifiés entre le 19/01/2026 et le 03/02/2026 (voir constats suivants).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de confirmer à l'inspection le caractère effectif des travaux associés au remplacement de l'émulseur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans : a) une autre substance, en tant que constituant ; b) un mélange ; c) un article ; sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppm pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppm pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14. 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 04/07/2025 pour : [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes : - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; - à partir du 01/01/2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets. Constats : Le site EDF de Dirinon abrite une réserve d'émulseur PETROFILM 3B de 6 m ³ . Celui-ci a fait l'objet d'une analyse selon la méthode TOP Assay en août 2024. Le rapport associé à cette analyse référencé 10389-PFAS et présenté à l'inspection met en évidence une concentration en PFCA (somme des composés à chaînes longues) inférieure à 1400 µg/kg (avant TOP Assay) et de 10500 µg/kg (après TOP Assay - composés apparentés), qui sont donc inférieures aux seuils retenus par le règlement européen. Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : SGS - Remplacement des émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, PFAS LI- Gestion des modifications
Prescription contrôlée : Consignes d'exploitation et de sécurité. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Constats :

Au cours de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection la nature des travaux associés au remplacement de l'émulseur utilisé jusqu'à présent. Afin de s'affranchir des difficultés de mise en œuvre d'opérations de nettoyage des circuits ayant été en contact avec l'émulseur, l'exploitant a opté pour un remplacement complet des équipements et notamment de la cuve, des injecteurs venturi et des différents linéaires de tuyauterie véhiculant le produit entre ces deux derniers équipements.

Dans ce cadre, l'inspection s'est intéressée au respect des exigences réglementaires en matière de gestion des modifications. L'exploitant a ainsi présenté à l'inspection la note d'organisation « Gestion des modifications au CETAC » référencée T-40211304-2018-000353B.

Cette note prévoit que le service QSE s'assure que le projet ne présente pas d'impact sur la sécurité industrielle et que la modification est validée par le chef de mission QSE et approuvée par la directrice. L'inspection note que la modification envisagée pour le remplacement de l'émulseur a fait l'objet de plusieurs documents et notamment :

- d'un cahier des charges - CCTP - « Remplacement des émulseurs des parcs à fioul CETAC dans le cadre de la transition des émulseurs fluorés »,
- d'un dossier de conception « transition émulseur des parcs à fioul CETAC » du 24/11/2025.

L'inspection note que ces documents n'ont pas été élaborés par le CETAC mais par le service d'ingénierie d'EDF CI2T; et que ceux-ci n'ont pas fait l'objet d'une validation formalisée par le service QSE de l'exploitant.

L'inspection note par ailleurs que l'émulseur choisi pour remplacer la référence actuelle, à savoir le FFC 3% N-TP de la marque Burnguard, présente une plage d'utilisation à basse température plus réduite que l'émulseur actuel avec notamment une température limite d'utilisation de -2° C et une température de congélation de -4° C. L'exploitant a alors précisé à l'inspection qu'il est prévu, dans le cadre des travaux, la construction d'un nouveau local permettant d'abriter la cuve et d'assurer une température positive à l'aide d'un convecteur électrique. L'inspection note toutefois que l'exploitant n'a pas identifié précisément la température du local optimale en fonction de la plage d'utilisation de l'émulseur ni d'organisation visant à assurer la fiabilité de la défense contre l'incendie au regard de la sensibilité au froid du nouveau produit (contrôle périodique de la température du local, pièces de rechange du convecteur...).

Concernant le remplacement des injecteurs venturi, l'inspection note que le dossier de conception justifie le choix du dimensionnement des nouveaux équipements à partir d'une étude hydraulique permettant de prendre en considération les pertes de charges et d'établir la concentration qui sera in fine assurée dans le prémélange. Cette étude met en évidence que sur les 4 injecteurs, 2 présenteront une concentration inférieure à celle de fonctionnement nominal (3 %), à savoir 2,79 % et 2,84 %. Malgré que la concentration nominale ne soit pas atteinte, le dossier de conception fait mention de la conformité du résultat de la modélisation et du choix de dimensionnement des équipements.

L'inspection s'interroge ainsi sur la validation de ces équipements alors même que le dossier de conception fait bien mention du critère d'acceptabilité qui consiste à ne pas accepter une concentration inférieure à 3 %. Cette règle constitue en effet la règle de l'art communément appliquée et rappelée également au point 5.3 de la norme EN ISO 15656-1 qui précise que la concentration de solution moussante produite par un proportionneur ne peut être inférieure à la concentration nominale tout en pouvant dépasser celle-ci de 30 % ou d'1 point de pourcentage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'apporter les modifications qui s'imposent à son organisation afin

d'assurer la formalisation de son contrôle sur les modifications opérées sur son site.

Par ailleurs, il appartient à l'exploitant d'apporter à l'inspection des éléments complémentaires concernant :

- la fiabilité du système de chauffage mis en place dans le local émulseur et la justification de la température de consigne retenue,
- le bon dimensionnement des injecteurs venturi qu'il envisage d'installer au regard du non-respect des règles de l'art en matière de concentration délivrée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, PFAS LI – Mesures compensatoires DCI

Prescription contrôlée :

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Pendant la durée des travaux planifiés sur une durée de 19 jours entre le 19/01/2026 et 06/02/2025, l'exploitant a précisé à l'inspection que le circuit de défense contre l'incendie actuellement utilisé sera entièrement mis hors service. L'exploitant a dans ce cadre rédigé une note « consignes temporaires - Indisponibilité partielle des moyens incendie - TAC Dirinon ». Cette note précise que le circuit hydraulique des poteaux incendie restera disponible et que 2 canons à mousse seront pré-disposés. Par ailleurs, la note précise un ensemble de mesures de prévention prévoyant par exemple l'interdiction des opérations de dépotage pendant la durée des travaux.

Concernant la mise à disposition de canons à mousse, l'exploitant a précisé que ceux-ci présenteront un débit de 200 l/min, alors que le débit réglementaire à atteindre pour le scénario de feu de cuvette est à minima de 2500 l/min.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué à l'inspection que ses agents ne seraient pas en mesure d'utiliser ces canons, ceux-ci n'étant ni formés, ni équipés pour procéder à l'extinction de feu de liquides inflammables développés.

L'inspection considère que les mesures compensatoires ne sont pas suffisantes et acceptables en l'état et que l'exploitant ne peut se reposer entièrement sur les moyens d'intervention public pour gérer ses propres risques. Par conséquent, l'inspection attend que l'exploitant renforce ses mesures compensatoires, en assurant par exemple le maintien en service des groupes motopompes pendant la durée des travaux, en assurant des débits d'extinction plus importants et, dans le cas où des manœuvres doivent être réalisées, en s'assurant que le personnel est formé et équipé pour les assurer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de présenter à l'inspection, **avant la mise en œuvre des travaux**, sa nouvelle organisation en matière de mesures compensatoires. Cette nouvelle organisation fera

l'objet d'une mise à jour du POI et sera communiquée à l'ensemble du personnel concerné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de la défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>43-3-3. Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite, l'inspection a contrôlé le respect par l'exploitant des dispositions en matière de débit minimum à assurer pour l'extinction des feux de liquides inflammables. Plus précisément, l'annexe 5 de l'arrêté du 03/10/2010 prévoit un taux d'application forfaitaire de 4 l/min/ m² à assurer pour les feux de réservoirs maîtrisés par des boîtes à mousse.</p> <p>Dans le cadre des travaux associés au remplacement de l'émulseur, l'exploitant a fait réaliser des mesures par ultrasons des déplacements du prémélange dans les tuyauteries de son installation. Ces mesures ont mis en évidence que le débit délivré sur le linéaire alimentant les boîtes à mousse du réservoir de fioul permettait d'atteindre un taux d'application de 1,97 l/min/ m² soit plus de 2 fois moins que le débit réglementaire requis. L'inspection note que malgré son apparente non-conformité, l'ingénierie s'est basée sur ce débit pour dimensionner les travaux associés au remplacement de l'émulseur.</p> <p>L'exploitant a alors précisé qu'il pensait que le taux d'application à respecter était de 2,5 l/min/ m². L'inspection a rappelé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> · l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 précise que la non-application du débit forfaitaire est possible uniquement pour les feux de rétention, · une dérogation par le préfet est envisageable sous réserve que l'exploitant dépose une demande en ce sens justifiant du respect de l'ensemble des mesures compensatoires identifiées par le GESIP et la DGPR en 2019, · ces mesures prévoient notamment un déclenchement automatique de la défense contre l'incendie, ce qui n'est pas le cas actuellement, · la non-conformité au regard du débit mesuré ne permettra pas l'octroi d'une dérogation. <p>L'inspection considère que cet écart constitue une non-conformité majeure qu'il convient d'encadrer par une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'apporter les modifications qui s'imposent à son installation de défense contre l'incendie afin d'assurer le respect des débits d'extinction réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5 (et article 43-2-3)
Thème(s) : Risques accidentels, PFAS LI – formation moyens incendie
Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.
Constats : Au cours de la visite, l'inspection s'est intéressée à l'organisation de l'exploitant en matière de gestion des formations du personnel. Son organisation est notamment basée sur l'application de la note référencée T-40211301-2018-000026 qui prévoit différentes formations en matière d'incendie réparties sur 3 niveaux. L'exploitant a précisé que l'agent d'astreinte était formé « Incendie-Feu niveau 3 » mais que cette formation n'avait pas pour objectif d'assurer la compétence des agents en matière d'extinction de feux de liquides inflammables. Plus précisément, l'exploitant a précisé que les agents n'étaient pas habilités ni équipés pour intervenir sur un feu développé. L'inspection s'interroge sur l'adéquation et la conformité d'une telle organisation, notamment au regard du scénario de feu sur l'aire de dépotage dont l'extinction est assurée par des canons à mousse dont la mise en œuvre nécessite des moyens humains afin d'assurer leur réglage et leur orientation. L'inspection considère que cette situation constitue un écart majeur à la prescription contrôlée qui précise que le personnel est apte à manœuvrer les équipements nécessaires à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ainsi qu'au principe d'autonomie en matière de défense contre l'incendie et qu'il convient d'encadrer celui-ci par une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'apporter les modifications qui s'imposent à son organisation afin d'assurer sa conformité vis à vis des obligations réglementaires en matière d'autonomie et d'aptitude des moyens humains à manœuvrer les équipements de lutte contre l'incendie. Il appartient à l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis de l'article 43-2-3 de l'arrêté du 03/10/2010 qui précise : <i>En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :</i> - <i>la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;</i> - <i>l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m²)^{4/3}. s ni la valeur de 8 kW/m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;</i> - <i>la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois